

Des groupes d'entreprises réclament un plan de croissance économique dans le budget 2020

Une initiative conjointe rassemble de petites, moyennes et grandes entreprises, des fabricants, des entrepreneurs et des entreprises autochtones



Ottawa, 6 février 2020 – Cinq des plus importantes associations de dirigeants d'entreprise canadiennes demandent à Ottawa de garantir un meilleur avenir aux Canadiens de la classe moyenne en mettant en place un plan de croissance économique exhaustif dans le budget fédéral 2020.

« Sans une économie solide, notre pays ne pourra pas maintenir les services publics essentiels sur lesquels les Canadiens comptent, et nous ne serons pas en mesure de faire face aux défis importants auxquels le Canada est confronté en raison des changements climatiques et du vieillissement de la population », ont affirmé les cinq groupes d'entreprises.

Ce message a été transmis par la Chambre de commerce du Canada, le Conseil canadien des affaires, le Conseil canadien pour l'entreprise autochtone, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et Manufacturiers et exportateurs du Canada. Mises ensemble, ces organisations représentent des entreprises de toutes tailles, de toutes les régions du pays et de tous les secteurs de l'économie qui fournissent des emplois à des millions de Canadiens et de Canadiennes.

Elles se sont entendues sur trois secteurs prioritaires dans lesquels le gouvernement devrait intervenir et investir afin de favoriser la croissance économique et d'améliorer la qualité de vie de tous les Canadiens et de toutes les Canadiennes :

- 1. Réforme réglementaire.** Le gouvernement doit se montrer plus ambitieux dans l'approche qu'il préconise pour améliorer l'environnement réglementaire coûteux et contraignant du Canada. Le Canada doit s'efforcer de devenir le pays le plus judicieusement réglementé au monde, ce qui permettrait d'accroître sa capacité à stimuler la création d'emplois, de renforcer la confiance des entreprises et de favoriser des investissements qui se veulent grandement nécessaires.
- 2. Infrastructures.** Le gouvernement doit orienter une plus grande part de ses dépenses en infrastructures sur des projets qui permettront d'accroître la capacité concurrentielle à long terme du Canada. Le fait de favoriser les investissements dans des infrastructures qui facilitent les échanges commerciaux présenterait des avantages pour les communautés de toutes tailles, notamment les communautés autochtones, rurales et isolées. Cela contribuerait également à faire du Canada la source d'alimentation, d'énergie et d'autres ressources importantes la plus fiable et durable au monde. Il faudrait également examiner sérieusement les possibilités d'augmenter les partenariats favorisant l'équité pour les entreprises autochtones dans le cadre des projets d'infrastructures.
- 3. Compétences et talent.** Le vieillissement de la population est une menace à l'économie pour deux raisons : il fait en sorte qu'il est plus difficile pour les employeurs de trouver les personnes dont ils ont besoin pour faire croître leurs entreprises, et il entraîne un fardeau grandissant pour les contribuables en âge de travailler en raison de l'augmentation des coûts liés aux soins de santé et aux prestations destinées aux personnes âgées. Il est temps que le gouvernement et les entreprises travaillent main dans la main pour permettre aux Canadiens et aux Canadiennes d'acquérir des compétences appropriées et adaptées aux besoins de notre économie en évolution constante afin de pourvoir des centaines de milliers de postes vacants dès aujourd'hui et dans l'avenir, et ce, d'un bout à l'autre du pays. L'immigration devrait également jouer un rôle primordial. Nous ne pourrions pas surmonter la pénurie de main-d'œuvre et combler les lacunes au niveau des compétences sans augmenter le nombre de nouveaux arrivants.

« Des entrepreneurs, des chefs d'entreprise et des millions de contribuables canadiens d'un océan à l'autre partagent la même détermination à garantir le succès du Canada au cours des années et des décennies à venir », ont affirmé les associations de dirigeants d'entreprises. « Ils s'attendent à ce que le gouvernement fédéral élabore un plan de croissance économique exhaustif pour que leurs enfants et leurs petits-enfants puissent rêver à un avenir plus brillant qui leur offrira des emplois stables et bien rémunérés, de meilleures conditions de vie et davantage de possibilités pour tous et toutes. »

-30-

Renseignements :

Alita Fabiano

Chambre de commerce du Canada
613-716-8039
AFabiano@chamber.ca

Howard Fremeth

Conseil canadien des affaires
613-854-5336
howard.fremeth@thebusinesscouncil.ca

Amanda Charles

Conseil canadien pour l'entreprise autochtone
647-289-2753
acharles@ccab.com

Milena Stanoeva

Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
647-464-2814
Milena.Stanoeva@cfib.ca

Stefi Proulx

Manufacturiers et exportateurs du Canada
613-292-6070
Stefi.Proulx@cme-mec.ca